



Extrait du UJFP

<http://www.ujfp.org/spip.php?article174>

Des Israéliens saluent le boycott

- L'UJFP en action - Communiqués de l'UJFP -



Date de mise en ligne : samedi 14 juillet 2007

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Lancée depuis deux ans la campagne BDS (boycott, désinvestissements, sanctions) contre l'occupation israélienne, commence à se faire visible.

Récemment, une responsable du mouvement israélien Profil Hadash contre la militarisation d'Israël, apprenant que le syndicat britannique des travailleurs des transports avait voté le boycott des produits israéliens, a déclaré : « Tandis que les gouvernements américain, britannique et européens continuent à soutenir Israël, il y a quelque espoir à voir que des syndicats, des églises et d'autres décident d'exprimer leur mécontentement et leur opposition à la conduite d'Israël. Le processus est lent mais croissant. Et peut-être, comme pour l'Afrique du Sud, lorsque le jeu de boules de neige aura mis suffisamment de pression sur les gouvernements, alors eux aussi imposeront des sanctions ». (D. Naor).

Actuellement la liste s'allonge des organisations qui annoncent le boycott ou le désinvestissement. Aux Pays Bas c'est le gouvernement qui s'exprime par la voix du ministre des affaires étrangères, s'appuyant sur l'avis de la Cour Internationale de Justice de La Haye déclarant le Mur illégal, lorsqu'il rappelle à l'ordre la société Riwal qui fournit des grues pour la construction du Mur.

En Grande Bretagne, d'autres syndicats ont pris position : le syndicat des services publics UNISON, le syndicat Université et Collège préconise l'arrêt des cofinancements de recherche avec des universités israéliennes et l'exclusion de scientifiques israéliens de séminaires internationaux tenus en Grande Bretagne.

Le Congrès des syndicats sud africains appelle à un boycott diplomatique global à l'image de celui qui a été imposé à l'apartheid sud-africain.

Ce qui est important dans le boycott, autant que l'acte lui-même dans sa portée économique et politique éventuelle sur les acteurs sociaux israéliens, c'est de le faire connaître. C'est à force de le faire et de le dire que les certitudes sur le droit que s'arroge Israël d'agir à l'encontre des droits humains fondamentaux et du droit international seront ébranlées.

En France les voix pour le boycott peinent à se faire entendre, face à un gouvernement qui ne fait rien contre l'implication d'Alstom-Veolia dans la construction du tramway d'apartheid à Jérusalem, face à un CRIF qui soutient indéfectiblement la colonisation et l'occupation et face à des organisations juives progressistes qui se satisfont de protestations mesurées contre les exactions et refusent d'attaquer de front le régime israélien.

L'UJFP se joint au mouvement international pour le boycott jusqu'à la fin de l'occupation. Ce boycott peut prendre des formes diverses : s'abstenir d'acheter des produits alimentaires, informatiques ou médicaux en provenance d'Israël, dénoncer la collaboration d'entreprises telles Alstom-Veolia, manifester contre l'organisation de galas de soutien au moral des troupes israéliennes. **Mais le boycott, comme jadis pour l'Afrique du Sud, n'est qu'un moyen : non pas « d'affamer le peuple israélien » comme certains veulent le faire croire, mais bien de faire comprendre aux israéliens comme au reste du monde qu'il ne saurait y avoir d'impunité pour les crimes de guerre, les assassinats ciblés, l'enfermement arbitraire, le vol des terres, de l'eau, des droits de douane, le déni des droits y compris les plus élémentaires.**

De nombreux israéliens engagés contre l'occupation soutiennent ces initiatives. Ils appellent à leur renforcement, convaincus que leur gouvernement ne sera stoppé dans sa stratégie destructrice que par les sanctions qui seront prises à son encontre.